

# COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail du 23 juin 1999 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

## *Chapitre I : Cadre juridique*

Art. 1. La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les Commissions paritaires et en application de l'Arrêté Royal du 5 février 1997 (Moniteur Belge du 27 février 1997) portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

## *Chapitre II : Champ d'application et description des dénominations*

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, subventionnés par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par « travailleurs », on entend aussi bien les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés.

Art. 3. Par « parties », on entend les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail, et ceux qui seront liés par la force obligatoire de la présente convention collective de travail.

Art. 4. Par « fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG » on entend le fonds instauré sur la base de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence (moniteur Belge du 7 février 1958) et auquel la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations est confiée selon les modalités fixées dans l'arrêté ministériel du 20 mai 1998.

Art. 5. Par « groupement » on entend le groupement volontaire de plusieurs employeurs qui ne peuvent ou ne souhaitent pas adhérer à titre individuel.

NEERLECCING DÉPÔT | REGISTR. - ENREGISTR.  
23 -09-1999 | 03 -04-2000  
CPSA 52- 28/06/99 - 1

54.492/60/318  
N°

### ***Chapitre III : Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale***

Art. 6. Dans le cas d'un accroissement net de l'emploi et d'un accroissement du volume de travail total, le secteur peut bénéficier d'une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale, comme le prévoit l'arrêté royal.

Art. 7. Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est égal à la dotation qui sera attribuée au fonds sectoriel, en application de l'article 35, § 5, al. 3, 1° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et de l'arrêté ministériel du 4 mai 1999 déterminant les modalités de versement de la réduction forfaitaire, visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1999 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, aux fonds sectoriels du secteur non marchand privé.

### ***Chapitre IV : Travailleurs subsidiés et non subsidiés***

Art. 8. Dans le secteur repris à l'article 2, il y a 97 % de travailleurs pour lesquels les employeurs concernés reçoivent un subside et 3 % de travailleurs pour lesquels ces employeurs ne reçoivent pas de subsides.

### ***Chapitre V : Engagement en matière d'emploi***

Art. 9. Les parties signataires s'engagent à faire un effort supplémentaire pour l'emploi, de façon à ce qu'il y ait dans le secteur repris à l'article 2, un accroissement net de l'emploi d'au moins le produit de la réduction de cotisations visé à l'article 7 de la présente convention et du volume d'emploi total, comparé à l'emploi et au volume d'emploi du trimestre civil correspondant de l'année de référence.

Pour les adhésions (actes de candidature) entrant en vigueur après le 30 juin 1998, l'année de référence est l'année qui précède l'année d'entrée en vigueur de l'adhésion de l'employeur concerné.

Art. 10. L'accroissement net de l'emploi, ainsi que l'augmentation du volume de travail, comme le stipule l'article 6 de la présente convention, doit être réalisé à raison de 95 % maximum au niveau :

- du secteur repris à l'article 2 de la présente convention collective de travail ;
- du service qui adhère à la présente convention collective de travail ;
- du groupement de services qui adhère à la présente convention collective de travail.

Art. 11. L'accroissement net est calculé suivant les dispositions prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup> de l'Arrêté Royal du 5 février 1997, portant des mesures vidant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand (Moniteur Belge du 27 février 1997).

Art. 12. Pour le calcul de l'accroissement net du nombre de travailleurs, le montant par trimestre correspondant à l'embauche d'un travailleur supplémentaire équivalent temps plein est fixé à :

- 318.000,-fb pour un membre du personnel d'encadrement administratif ou social non subventionné
- 238.500,-fb pour un travailleur de base sans aucune subvention
- 212.000,-fb pour un travailleur de base sans subvention de la ~~Commune~~<sup>Commission</sup> communautaire française et la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale.

(voir annexe 1)

Art. 13. N'est pas considéré comme travailleur nouvellement embauché, le travailleur tel que défini par l'Arrêté Royal susmentionné.

## ***Chapitre VI : Garanties en matière d'affectation et la réduction de cotisations pour emploi***

Art. 14. En application de l'article 6 de l'Arrêté Ministériel du 20 mai 1998, le Fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG communique au Ministre de l'Emploi et du Travail, au Ministre des Affaires sociales et au Ministre de tutelle, le rapport visé à l'article 3, § 6 de l'Arrêté Royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Le rapport global doit être transmis aux Ministres pour le :

- 30 avril en ce qui concerne le rapport afférent au deuxième semestre de l'année civile écoulée ;
- 30 novembre en ce qui concerne le rapport afférent au premier semestre de l'année civile en cours.

Le non-respect de ces dispositions peut être considéré comme une infraction qui peut mener à des sanctions comme le prévoit l'article 3, § 7 de l'Arrêté Royal précité.

Art. 15. Ce rapport contient par trimestre au moins les données suivantes, globalement, par employeur et, le cas échéant, par groupement d'employeurs :

- l'emploi total exprimé en nombre de travailleurs occupés et en volume de travail pour le trimestre de référence et pour le trimestre concerné, sur base de statistiques fournies par l'Office national de sécurité sociale ;
- le produit de la réduction de cotisations visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, son utilisation et le solde éventuel ;
- le nombre de travailleurs recrutés en application de l'Arrêté Royal précité ;
- des statistiques relatives aux qualifications, fonctions et régimes de travail des travailleurs recrutés en application de l'Arrêté Royal précité ;
- un avis relatif à l'adéquation entre qualifications et fonctions ainsi que les problèmes éventuellement rencontrés.

Si nécessaire, le fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG est habilité à réclamer des informations complémentaires.

Le rapport global doit être accompagné d'une copie des rapports et avis individuels.

Art. 16. Ledit rapport individuel fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs, ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors.

L'absence d'approbation ne dispense pas l'employeur ou le groupement d'employeurs de transmettre ledit rapport au Fonds MARIBEL RW - RB - CG en y joignant copie de l'avis des représentants des travailleurs.

## ***Chapitre VII : Travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein***

Art. 17. En ce qui concerne la répartition des embauches entre les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à temps plein, le secteur a déjà rempli ses obligations puisqu'il compte 72 % de travailleurs à temps partiel.

## ***Chapitre VIII : Schéma en matière d'embauches supplémentaires***

Art. 18. Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume de travail sont réalisés à partir du premier jour du trimestre qui suit la date de la signification visée à l'article 4, § 3 de l'Arrêté Ministériel du 20 mai 1998.

Les employeurs concernés doivent réaliser avant la fin du trimestre précité au minimum 50 % des embauches prévues et une augmentation de 25 % minimum du volume de travail prévu et

pour le dernier jour du trimestre suivant, 100 % des embauches préconisées et de 75 % minimum du volume de travail prévu.

## ***Chapitre IX : Fonctions entrant en ligne de compte pour emploi supplémentaire***

Art. 19. Pour les embauches effectuées avant le 30 juin 1999, les fonctions entrant en ligne de compte et la répartition des embauches restent telles que prévues dans la convention collective de travail du 26 mars 1997 enregistrée sous le n° 44.448, modifiée par la convention collective de travail du 27 janvier 1998 enregistrée sous le numéro n° 47.090 et 30 juin 1998 enregistrée sous le numéro n° 49949.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1999, l'accroissement net de l'emploi concerne le personnel d'encadrement et les travailleurs de base tels que définis dans la réglementation des services d'aides aux familles et aux personnes âgées, les ouvriers polyvalents, les gardes à domicile de jour et de nuit, les aides ménagères, les gardes d'enfants malades.

## ***Chapitre X : Procédure d'adhésion***

Art. 20. Tous les services individuels ou groupements de services qui relèvent du secteur sont soumis aux dispositions de la présente convention collective de travail.

Art. 21. Les employeurs ou groupements d'employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort en matière d'emploi doivent introduire un acte de candidature, adressé au fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG par lettre recommandée à la Poste.

L'acte de candidature du groupement d'employeur doit être accompagné d'un acte établi au nom de chacun des employeurs faisant partie du groupement.

Art. 22. Ledit acte de candidature fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs, ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors.

L'absence d'approbation ne dispense pas l'employeur ou le groupement d'employeurs de transmettre ledit acte de candidature au fonds MARIBEL RW - RB - CG en y joignant une copie de l'avis des représentants des travailleurs.

Art. 23. Après contrôle et examen des actes de candidatures qui lui ont été transmis, le fonds sectoriel soumet à l'approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Affaires sociales une proposition motivée de répartition des emplois supplémentaires.

Cette proposition établie sous la forme d'un tableau en 7 colonnes contient :

- l'inventaire des employeurs ayant introduit un acte de candidature ;
- pour chacun des employeurs précités, le nombre d'emplois auxquels il pourrait prétendre en vertu des dispositions du **maribel** social ;
- pour chacun de ces employeurs, le nombre d'emplois demandés ;
- pour chacun de ces employeurs, le nombre d'emplois qu'il est proposé d'accorder ;
- pour chacun de ces emplois, la **fonction**, le régime de travail et le barème de base.

Art. 24. Le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales signifient par écrit leur approbation ou leur non approbation au fonds sectoriel dans les 45 jours qui suivent la réception de la proposition précitée. A défaut de notification dans le délai fixé, la proposition est réputée approuvée.

Art. 25. Le fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG est chargé de signifier l'approbation ou la non-approbation aux employeurs ou groupements d'employeurs concernés.

### ***Chapitre XI : Modalités particulières***

Art. 26. L'Office National de Sécurité Sociale verse au fonds sectoriel dénommé « Fonds sectoriel MARIBEL RW - RB - CG » créé à cet effet le produit de la réduction des cotisations à laquelle peuvent prétendre tous les employeurs visés à l'article 2 de la présente convention. En outre, le fonds est chargé, en prenant en considération les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 20 mai 1998, de redistribuer l'emploi suivant les modalités déterminées par la présente collective de travail.

Art. 27. Les emplois affectés et financés au 30 juin 1999 suite à l'effort supplémentaire pour l'emploi visé aux articles 3, § 2, d) et § 3, 1°, b) et § 4, d) de l'Arrêté Royal du 5 février 1997 précité sont maintenus.

Art. 28. Chaque service ou groupement de services obtient par l'intermédiaire du fonds sectoriel au moins 95 % de la réduction patronale d'application au service ou au groupement de services.

### ***Chapitre XII : Dispositions finales et durée de validité***

Art. 29. La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du 30 juin 1998 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors.

Art. 30. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

#

Annexe prévue à l'article 12 à joindre à la convention collective de travail du 23 juin 1999 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles - Capitale.

Pour le calcul de l'accroissement net du nombre de travailleurs, le montant par trimestre correspondant à l'embauche d'un travailleur supplémentaire équivalent temps plein est fixé à :

- 318.000 F pour un membre du personnel d'encadrement administratif ou social non subventionné ;
- 238.500 F pour un travailleur de base sans aucune subvention ;
- 212.000 F pour un travailleur de base sans subvention de la Commission communautaire française et la Commission commune de Bruxelles - Capitale.



23 -09-1999

03 -04-2000

54.492/Co/318

**PARITAIR COMITÉ DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN  
BEJAARDENHULP**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999 houdende maatregelen ter  
bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en  
bejaardenhulp gesubsidieerd door de Franse en Gemeenschappelijke  
Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

**HOOFDSTUK I : JURIDISCH KADER**

*Artikel 1.* Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en bij toepassing van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 (Belgisch Staatsblad van 27 februari 1997) houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

**HOOFDSTUK II : TOEPASSINGSGEBIED EN OMSCHRIJVING VAN DE BENAMINGEN**

*Artikel 2.* Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de Franse en Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Onder „werknemers” worden de mannelijke en vrouwelijke bedienden verstaan en de werklieden en werksters.

*Artikel 3.* Onder „partijen” worden de werkgevers- en vakorganisaties verstaan die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend, en zij die gebonden zullen zijn door de algemeen bindende kracht van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

*Artikel 4.* Onder „fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG” wordt het fonds verstaan dat opgericht is op basis van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid (Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958) en waaraan het beheer van de gezamenlijke opbrengst van de bijdragevermindering wordt toevertrouwd volgens de modaliteiten vastgesteld in het ministerieel besluit van 20 mei 1998.

*Artikel 5.* Onder „groepering” wordt verstaan de vrijwillige groepering van verschillende werkgevers die niet individueel kunnen of wensen toe te treden.

**HOOFDSTUK III: VERMINDERING VAN WERKGEVERSBIJDRAGEN VOOR DE SOCIALE ZEKERHEID**

*Artikel 6.* In geval van netto-aangroei van de tewerkstelling en van een aangroei van het totale arbeidsvolume, kan de sector een vermindering genieten van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, zoals bepaald in bovenvermeld koninklijk besluit.

*Artikel 7.* De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering is gelijk aan de dotatie die zal toegekend worden aan het sectoraal fonds, in toepassing van artikel 35, § 5, 3<sup>de</sup> lid, 1<sup>o</sup> van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van

de sociale zekerheid voor werknemers en van het **Ministerieel** besluit van 4 mei 1999, ter **bepaling** van de modaliteiten van de **storting** van de forfaitaire **bijdragevermindering**, bedoeld in **artikel 2**, van het **koninklijk** besluit van 5 februari 1999 houdende **maatregelen** met het oog op de **bevordering** van de tewerkstelling in de non-profit sector, aan de **sectorale** fondsen van de privé **non-profitsector**.

#### HOOFDSTUK IV : GESUBSIDIEERDE EN NIET-GESUBSIDIEERDE WERKNEMERS

*Artikel 8.* In de sector vermeld in artikel 2 **zijn** er 97 % werknemers voor wie de **betrokken** werkgevers een subsidie **ontvangen** en 3 % werknemers voor wie de werkgevers geen subsidies ontvangen.

#### HOOFDSTUK V : VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING

*Artikel 9.* De ondertekenende **partijen** verbinden zich ertoe een **bijkomende** **inspanning** voor de tewerkstelling te leveren, zodat er in de sector vermeld in artikel 2 een **netto-aangroei** van de tewerkstelling is van ten minste de opbrengst van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 7 van deze overeenkomst en van het totale tewerkstellingsvolume, vergeleken met de tewerkstelling en met het **tewerkstellingsvolume** van het **overeenstemmende kalenderkwartaal** van het **refertejaar**.

Voor de **toetredingen** (aktes **tot kandidatuurstelling**) die in werking **treden** na 30 juni 1998, is het **referentiejaar** het **jaar** dat voorafgaat aan het **jaar** van **inwerkingtreding** van **toetreding** van de betrokken werkgever.

*Artikel 10.* De netto-aangroei van de **tewerkstelling**, alsook de verhoging van het arbeidsvolume, **zoals bepaald** in artikel 6 van deze **overeenkomst**, moet worden gerealiseerd ten belope van maximum 95 % op het niveau :

- van de sector **omschreven** in artikel 2 van deze **collectieve** arbeidsovereenkomst;
- van de dienst die **toetreedt tot** deze collectieve arbeidsovereenkomst;
- de groepering van **diensten** die toetreedt **tot** deze collectieve arbeidsovereenkomst.

*Artikel 11.* De netto-aangroei wordt **berekend** volgens de **bepalingen** van artikel 4, § 1 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 (**Belgisch Staatsblad** van 27 februari 1997) houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

*Artikel 12.* Voor de **berekening** van de netto-aangroei van het aantal werknemers, wordt het **bedrag** per kwartaal dat **gelijktstaat** met de aanwerving van een **bijkomende voltijds équivalente werknemer vastgesteld** op :

- 318 000 BF voor een niet-gesubsidieerde werknemer van het **administratief** of sociaal kader;
- 238 500 BF voor een basiswerknemer zonder subsidie;

- 212 000 BF voor een basiswerknemer zonder subsidie van de Franse en **Gemeenschappelijke** Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

(Zie bijlage 1)

*Artikel 13.* Wordt niet beschouwd **als een nieuw aangeworven** werknemer, de **werknemer** zoals bepaald in bovenvermeld **koninklijk** besluit.

#### HOOFDSTUK VI : WAARBORGEN INZAKE BESTEDING VAN DE BIJDRAGEVERMINDERING AAN DE TEWERKSTELLING

*Artikel 14.* Bij toepassing van **artikel 6** van het **ministerieel** besluit van 20 mei 1998, bezorgt het „**fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG**” aan de **Minister** van Tewerkstelling en Arbeid, aan de Minister van Sociale Zaken en aan de **voogdijminister** het verslag bedoeld in artikel 3, § 6 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdend **maatregelen ter bevordering** van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Het globaal verslag **moet** aan de **Ministers bezorgd** worden **VOOR** :

- 30 april voor het verslag dat **betrekking heeft** op het **tweede halfjaar** van het afgelopen **kalenderjaar**;
- 30 november voor het verslag dat **betrekking heeft** op het eerste halfjaar van het lopende jaar.

Het niet naleven van deze bepalingen kan worden beschouwd **als** een inbreuk die **tot sancties** kan leiden, zoals bepaald in artikel 3, § 7 van bovenvermeld koninklijk besluit.

*Artikel 15.* Dit verslag **bevat** ten minste de volgende gegevens voor **elk kwartaal, algemeen**, per werkgever **en, eventueel**, per groepering van werkgevers :

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in **aantal** tewerkgestelde werknemers en in **arbeidsvolume** voor het **referentiekwartaal** en voor het **betrokken kwartaal**, op basis van **statistieken verstrekt** door de **Rijksdienst voor Sociale Zekerheid**;
- de opbrengst van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 2, § 1, de besteding ervan en het **eventuele saldo**;
- het aantal aangeworven werknemers bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit;
- statistieken **betreffende** de **kwalificaties, functies** en arbeidsregelingen van de werknemers aangeworven bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit;
- een advies betreffende de gelijkwaardigheid **tussen** kwalificaties en functies, alsook de problemen die **zich eventueel hebben** voorgedaan.

Indien nodig, is het „fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG” **bevoegd** om aanvullende **informatie** te eisen.

Bij het globaal verslag moet een kopie gevoegd worden van de individuele verslagen en adviezen.

*Artikel 16.* Dit **individueel** verslag zal worden besproken in de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, met de **vakbondsafvaardiging**. Het zal ter goedkeuring ondertekend worden door de werknemersafgevaardigden, of, bij gebreke daarvan, door ten minste **twee** regionale **verantwoordelijken** die behoren tot de **vakorganisaties** die vertegenwoordigd zijn in het **Paritair Comité** voor de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**.

Het ontbreken van een goedkeuring **ontslaat** de werkgever of de groepering van werknemers er **niet** van om voornoemd verslag te **bezorgen** aan het „fonds **MARIBEL RW-RB-CG**”, samen met een kopie van het advies van de werknemersvertegenwoordigers.

#### HOOFDSTUK VII : DEELTIJDSE WERKNEMERS EN VOLTijdSE WERKNEMERS

*Artikel 17.* Wat de verdeling van de **aanwervingen** tussen de **deeltijdse** werknemers en de **voltijdse** werknemers **betreft**, is de **sector** zijn **verplichtingen** reeds nagekomen, aangezien **hij** 72 % deeltijdse werknemers **telt**.

#### HOOFDSTUK VIII : PLANNING VAN DE BIJKOMENDE AANWERVINGEN

*Artikel 18.* De **nieuwe aanwerving** en de **verhoging** van het arbeidsvolume worden gerealiseerd vanaf de eerste dag van het **kwartaal** dat **volgt** op de **datum** van de betekening **bedoeld** in **artikel 4**, §§ 2 en 3 van het ministerieel **besluit** van 20 mei 1998.

De **betrokken** werkgevers **moeten** voor het einde van voornoemd kwartaal **minimaal** 50 % van de geplande aanwervingen realiseren en een verhoging van het arbeidsvolume met minimaal 25 %, en tegen de **laatste** dag van het volgende **kwartaal**, 100 % van de aanbevolen aanwervingen en minimaal 75 % van het geplande arbeidsvolume.

#### HOOFDSTUK IX : FUNCTIES DIE IN AANMERKING KOMEN VOOR BIJKOMENDE TEWERKSTELLING

*Artikel 19.* Voor de aanwervingen die **gebeuren** voor 30 juni 1999, blijven de **functies** die in **aanmerking** komen en de verdeling van de aanwervingen, **zoals** bepaald in de **collectieve arbeidsovereenkomst** van 26 maart 1997, **geregistreerd** onder nr. 44.448, **gewijzigd** door de **collectieve arbeidsovereenkomsten** van 27 januari 1998, geregistreerd onder nr. 47.090 en 30 juni 1998, geregistreerd onder nr. 49.949.

Met ingang van 1 **juli** 1999 zal de **netto-groei** van de tewerkstelling **betrekking** hebben op het kaderpersoneel en de **basiswerknemers**, zoals bepaald in de **reglementering** van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, de polyvalente arbeiders, de thuisoppas dag en **nacht**, de **huishoudhulp**, de oppas voor zieke kinderen.

#### HOOFDSTUK X : TOETREDINGSPROCEDURE

*Artikel 20.* **Alle** individuele diensten of groeperingen van diensten die **tot** de sector behoren zijn **onderworpen** aan de bepalingen van deze **collectieve arbeidsovereenkomst**.

*Artikel 21.* De **werkgevers** of groepering van werkgevers die van plan **zijn** om een **inspanning** te leveren **inzake** tewerkstelling **moeten** een akte **tot kandidatuurstelling** indienen, gericht aan het „fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG“, met een ter post aangetekende brief.

De akte **tot kandidatuurstelling** van de groepering van werkgevers **moeten** akte **tot kandidatuurstelling bevatten**, opgemaakt namens elkeen van de werkgevers die **deel uitmaakt** van de groepering.

*Artikel 22.* Deze akte **tot kandidatuurstelling zal** worden besproken in de ondernemingsraad, **of, bij gebreke daarvan**, met de **vakbondsafvaardiging**. De akte moet ter goedkeuring ondertekend worden door de werkgeversafgevaardigden, **of, bij gebreke daarvan**, door ten minste **twee regionale verantwoordelijk** die behoren **tot de vakorganisaties** vertegenwoordigd in het **Paritair Comité** voor de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**.

Het ontbreken van een goedkeuring **ontslaat** de werkgever of de groepering van werknemers er **niet** van om voornoemd verslag te **bezorgen** aan het „fonds MARIBEL RW-RB-CG“, samen met een kopie van het advies van de **werknemersvertegenwoordigers**.

*Artikel 23.* Na contrôle en onderzoek van de akten **tot kandidatuurstelling** die het werden bezorgd, **legt** het sectoraal fonds een **gemotiveerd** voorstel **tot verdeling** van de bijkomende **arbeidsplaatsen** ter goedkeuring voor aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken.

Dit voorstel, dat opgemaakt is in de vorm van een **tabel** met 7 kolommen, **omvat**:

- de **inventaris** van de werkgevers die een akte **tot kandidatuurstelling** hebben ingediend;
- voor ieder van voornoemde werkgevers, het **aantal** arbeidsplaatsen waarop **zij aanspraak** zouden **kunnen** maken krachtens de **bepalingen** van de sociale maribel;
- voor ieder van deze werkgevers, het aantal gevraagde arbeidsplaatsen;
- voor ieder van deze werkgevers, het aantal arbeidsplaatsen **waarvan** de **toekenning** wordt voorgesteld;
- voor **elk** van deze arbeidsplaatsen, de **functie**, de **arbeidsregeling** en de basisloonschaal.

*Artikel 24.* De Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken betekenen **schriftelijk** hun goedkeuring of hun niet-goedkeuring aan het sectoraal fonds binnen 45 dagen na **ontvangst** van het voornoemd voorstel. Bij gebreke van een **officiële kennisgeving** binnen de vastgestelde termijn, wordt het voorstel goedgekeurd geacht.

*Artikel 25.* Het „fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG“ dient de goedkeuring of de niet-goedkeuring aan de **betrokken** werkgevers of groepering van werknemers bekend te maken.

## HOOFDSTUK XI : BIJZONDERE MODALITEITEN

*Artikel 26.* De **Rijksdienst** voor Sociale Zekerheid stort aan het sectoraal fonds, genoemd „**fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG**”, met dit **doel opgericht**, de opbrengst van de bijdragevermindering waarop **alle werkgevers, bedoeld in artikel 2** van deze **overeenkomst**, aanspraak kunnen maken. Bovendien is het fonds **belast** met de herverdeling van de tewerkstelling, volgens de **modaliteiten** bepaald door deze **collectieve arbeidsovereenkomst**, **overwegende de bepalingen** van het ministerieel besluit van 20 mei 1998.

*Artikel 27.* De **arbeidsplaatsen** die worden **aangewend en gefinancierd op 30 juni 1999** ingevolge de **bijkomende inspanning** voor de tewerkstelling bedoeld in de **artikelen 3, § 2, d) en § 3, 1°, b) en § 4, d)** van bovenvermeld koninklijk besluit van 5 februari 1997 **blijven** gehandhaafd.

*Artikel 28.* **Elke** dienst of groepering van diensten **verkrijgt** door toedoen van het sectoraal fonds ten minste 95 % van de vermindering van de **werkgeversbijdrage** die van toepassing is op de dienst of op de groepering van diensten.

## HOOFDSTUK XII : SLOTBEPALINGEN EN GELDIGHEIDSDUUR

*Artikel 29.* Deze collectieve arbeidsovereenkomst **heft op en vervangt** de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1998 houdende **maatregelen** ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**.

*Artikel 30.* Deze collectieve arbeidsovereenkomst **treedt in werking op 1 juli 1999** en is gesloten voor **onbepaalde tijd**.

Zij kan door **elk** van de ondertekenende **partijen** worden beëindigd, **mits** naleving van een **opzeggingstermijn** van zes maanden, per aangetekende brief aan de Voorzitter van het **Paritair Comité** voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

4

Bijlage bij artikel 12, te voegen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de berekening van de netto aangroei van het aantal werknemers wordt het kwartaalbedrag dat overeenkomt met de aanwerving van een bijkomende voltijds equivalent werknemer vastgesteld als volgt:

- 318 000 F voor een niet-gesubsidieerd personeelslid van het administratief of sociaal kader;
- 238 500 F voor een basiswerknemer zonder enige subsidie;
- 212 000 F voor een basiswerknemer zonder subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest.